

REPERTOIRE N°016 /GCC

DU 28 AVRIL 2022

**DECISION N°016/CC DU 28 AVRIL 2022 RELATIVE A LA
REQUETE PRESENTEE PAR LE PREMIER MINISTRE,
TENDANT AU CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITE DE LA
LOI N°008/2022 PORTANT ORGANISATION DE L'ETAT
CIVIL EN REPUBLIQUE GABONAISE**

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 18 mars 2022, sous le n°001/GCC, par laquelle le Premier Ministre a déféré à la Cour Constitutionnelle, aux fins de contrôle de constitutionnalité, la loi n°008/2022 portant organisation de l'état civil en République Gabonaise ;

Vu la Constitution ;

Vu la Loi Organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la Loi Organique n°027/2021 du 31 janvier 2022 ;

Vu le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n°035/CC/06 du 10 novembre 2006, modifié par le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n°047/CC/2018 du 20 juillet 2018 ;

Vu la décision Avant-Dire-Droit de la Cour Constitutionnelle n°011 bis/CC du 15 avril 2022 ;

Le Rapporteur ayant été entendu

1-Considérant que par requête susvisée, le Premier Ministre a déféré à la Cour Constitutionnelle, aux fins de contrôle de constitutionnalité, la loi n°008/2022 portant organisation de l'état civil en République Gabonaise ;

2- Considérant qu'il résulte de l'examen de la loi susvisée qu'aucune de ses dispositions n'est entachée d'inconstitutionnalité ; qu'il échet de la déclarer conforme à la Constitution.

DECIDE

Article premier: La loi n°008/2022 portant organisation de l'état civil en République Gabonaise est conforme à la Constitution.

Article 2: La présente décision sera notifiée au requérant, au Président de la République, au Président du Sénat, au Président de l'Assemblée Nationale et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du vingt-huit avril deux mil-vingt-deux où siégeaient :

Madame Marie Madeleine MBORANTSUO, Président,
Monsieur Emmanuel NZE BEKALE,
Madame Louise ANGUE,
Madame Lucie AKALANE,
Monsieur Jacques LEBAMA,
Madame Afriquita Dolorès AGONDJO, ép. **BANYENA**,
Monsieur Edouard OGANDAGA,
Monsieur Sosthène MOMBOUA, Membres,
assistés de **Maître Charlène MASSASSA MIPIMBOU**, Greffier.

Et ont signé, le Président et le Greffier./-

